N° 36. SAMEDI. 5 MAI 1838.

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 52 cts. pour la recevoir par la poste, franche de port.

# JOURNAL
## DE LA VILLE
## ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Pour les Abonnemens, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'Imprimerie du Journal. Les Insertions coûtent 10 cents par ligne d'impression.

### ALLEMAGNE. — *Francfort*, 27 *avril.*

On écrit de Trieste, le 19 avril :

Des lettres arrivées aujourd'hui d'Alexandrie, en date du 29 mars, mandent que Méhémed-Ali venait de partir du Caire pour l'Egypte supérieure, voyage qu'il s'était proposé de faire depuis long-tems. On avait à Alexandrie la nouvelle qu'Ibrahim-Pacha, à la tête de son armée, avait fait essuyer aux rebelles de la Syrie une défaite très-sensible et que la revolte dont on espérait de si grands résultats commençait déjà à s'éteindre.

*Du* 27. — On écrit de Rome, le 19 avril :

On parle beaucoup ici de l'achat effectué par le prince héréditaire de Prusse d'une partie du palais du duc Caffarelli dans la capitale. Notre gouvernement a annulé immédiatement cet achat; il s'était réservé le droit de préférence et il paraît que le duc avait caché cette condition; il a été consigné aux arrêts chez lui. On est curieux, de savoir comment se terminera cette affaire, qui dans l'état actuel de rupture des relations avec la Prusse, présente quelque gravité. (*Gazette d'Augsbourg.*)

*Posen* 20 *avril.* — Toutes les difficultés qui ont existé entre le gouvernement et l'archevêque sont aplanies. Par suite des ouvertures que lui a faites M. de Flottwell, depuis son retour de Berlin, l'archevêque a déclaré qu'il reconnaissait ses torts et qu'il ne pouvait que regretter ce qui s'était passé. Il s'est engagé à abolir tout ce dont le gouvernement s'était plaint et à faire parvenir à son clergé des ordres en conséquence. On peut ainsi s'attendre à ce que l'inquiétude qui a régné ici, et qui n'a pas été fort grande, va s'effacer complètement. (*G. univers. de Leipsik.*)

### FRANCE. — *Paris*, 30 *avril.*

On écrit d'Alger, le 21 avril, que nos troupes ont pris possession de Blida ou de ses environs; il s'est opéré, par suite, un mouvement dans toute la ligne; chaque campement a porté sa garnison en avant, et des troupes sont parties d'ici pour remplir les vides occasionnés par l'établissement de deux camps aux environs de Blida. M. le gouverneur-général poursuit avec persistance et habileté l'exécution de ses plans; mais il craint toujours d'être dérangé par les colons; aussi a-t-il défendu à ceux-ci d'acheter des propriétés et de faire des établissemens à Coleah et à Blida, jusqu'à ce qu'il ait choisi lui-même le moment opportun. L'émir envoie une armée contre Achmed; elle a déjà dépassé les limites de la province d'Alger, après avoir soutenu quelques combats.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

Toutes les correspondances de Tolosa s'accordent à dire que la levée de boucliers de Munagorri n'a eu aucun succès, malgré les frais extraordinaires faits par le parti libéral.

La *Quotidienne* fait à ce sujet les réflexions suivantes :

« Nous ne comprenons pas ce que don Carlos peut avoir à craindre d'un parti dit indépendant, prenant pour devise *paix et privilèges.* Ce parti existe en Espagne, et c'est précisément lui qui a appelé le roi à sa tête, et qui lutte depuis quatre ans avec tant de persévérance et d'héroïsme.

» Charles V ne combat pas seulement pour sa couronne, il combat pour toutes les vieilles libertés de l'Espagne, il combat aussi pour la paix. Les journaux libéraux ont répété assez souvent que les habitans des provinces basques ne voyaient en lui que le représentant de ces libertés, et qu'ils avaient pris les armes, non pour le roi légitime, mais pour l'homme qui devait leur rendre leurs fueros et leurs privilèges confisqués par la révolution. Si donc ces journaux étaient conséquent avec eux-mêmes, ils verraient que c'est à Christine, et non à Charles V, que ce quatrième parti, s'il existait, devrait faire la guerre; ils auraient compris de suite comme nous, et sans le secours des proclamations et des lettres, évidemment écrites en français avant d'avoir été traduites en espagnol, que cette échauffourée n'était qu'une maladroite intrigue payée par les fonds secrets et conduite par un fonctionnaire de province. Ils y auraient même découvert l'absense d'un habile faiseur de complots de la rue du Jérusalem.

» Mais nous ne perdrons pas plus de tems à examiner cette singulière intrigue. Nous ne pouvons voir dans tout cela qu'une gentillesse de nos commédiens de quinze ans qui, n'ayant plus rien à faire en France, ont voulu jouer la comédie au-delà des Pyrénées. La pièce a été sifflée avant d'avoir été entendue. Car dans l'état où se trouve leur malheureux pays, les Espagnols ne peuvent ni jouer, ni voir jouer la comédie. »

Que nos lecteurs jugent maintenant à quels redoutables ennemis don Carlos aura bientôt affaire !

— Une correspondance de Madrid, datée du 10 avril et publiée par la *Gazette d'Augsbourg*, mande que le général Ramorino a reçu de Marie-Christine l'ordre de quitter sur-le-champ l'Espagne, sans passer par Madrid; on le menace d'avoir recours à la force s'il refusait d'obéir. Toutefois on lui a offert pour dédommagement la somme de cinq cents piastres. Cette mesure extraordinaire a été prise parce que M. de Campuzano avait positivement nié d'avoir fait des promesses à Ramorino. L'ordre dont il s'agit aurait été communiqué à l'ambassadeur de France, qui de son côté en aurait prévenu M. Ramorino à Madrid, mais, ajoute le correspondant, l'ambassadeur s'attend à ce que le général s'expose à des mesures extrêmes plutôt que de quitter volontairement ce pays.

— Une lettre de Madrid du 23 avril, annonce que dans la matinée qui a suivi le départ de l'infant, des placards incendiaires, dans lesquels le nom de Christine était horriblement outragé, ont été affichés sur la place de la Constitution. Une grande fermentation régnait dans les esprits.

On avait dénoncé au gouvernement une nouvelle conspiration carliste qui se tramait à Sarragosse. Les ordres les plus rigoureux avaient été transmis aux autorités de cette ville.

Un officier carliste, suivi de 40 cavaliers seulement, a encore envahi les mines d'Almaden. Cet événement peut faire voir combien sont précaires les garanties données par le gouvernement révolutionnaire pour l'emprunt en négociation.

### PAYS-BAS. — *Bruxelles*, 2 *mai.*

Il y a eu avant-hier au soir quelques rassemblemens qui, sous prétextes de donner des sérénades aux députés du Luxembourg, ont jeté quelque inquiétude dans la ville, quoique leurs demonstrations n'aient occasionné aucun désordre. Mais on parle de menées secrètes, d'excitations au désordre, sur lesquelles nous gardons le silence, ne sachant rien de positif à ce sujet. Nous nous bornerons à inviter les autorités à veiller sérieusement au maintien de l'ordre. (*Indépendant,*)

*Du* 3 *mai.* — Le *Belge* dit qu'avant-hier soir on s'est aussi transporté devant l'hôtel de l'ambassade de Prusse où l'on aurait fait entendre des clameurs indiquant la résolution de soutenir les Luxembourgeois. On nous rapporte qu'on en a eu l'intention, mais que M. le bourgmestre en a dissuadé ceux qui formaient l'attroupement et qu'ils n'y sont point allés.

## GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 5 *mai.*

L'*Echo* d'Arlon n'est pas judicieux. Peu lui importe la vérité pourvu qu'il parle aux passions d'un parti. Ce qu'on lui écrit de Luxembourg au sujet du refus de secours fait aux individus qui se seraient présentés dans la nuit du 27 au 28 avril, afin d'obtenir les pompes, est tout à-fait controuvé. D'abord, personne ne s'est présenté aux portes de la forteresse pour demander des pompes. Il est sans exemple que le gouvernement militaire ait refusé de les faire ouvrir dans une aussi pressante circonstance. Il est aussi sans exemple que l'autorité municipale de Luxembourg ait refusé les pompes et les autres ustensiles de secours. Toute assertion contraire est une calomnie gratuite, et l'*Echo* n'en est jamais avare.

On se rappelle encore que lorsque Bettembourg était en feu il y a quelques années, la ville y a envoyé ses pompes et ses pompiers, et lorsque les frais de transport et de réparation ont été réclamés, la municipalité de Bettembourg n'a pas voulu les acquitter, sur le fondement qu'elle *n'avait pas demandé* les secours